

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



Ministère des Finances et du Budget

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU TROISIEME TRIMESTRE 2024

Septembre 2024

Avant-propos

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances et publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des Finances publiques.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du troisième trimestre 2024 au regard des prévisions de la loi n°2023-18 du 15 décembre 2023 portant Loi de Finances initiale (LFI) pour l'année 2024 et des différents mouvements de crédits opérés sur la période. Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la loi de finances de l'année.

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU TROISIEME TRIMESTRE 2024

Les ressources du budget général mobilisées au 30 septembre 2024 s'élèvent à **2 886,8 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **61,5%** des prévisions de la LFI.

Les dépenses du budget de l'Etat (base ordonnancement) sont réalisées à hauteur de **4 571,06 milliards FCFA** représentant **81,8%** des crédits ouverts au 30 septembre 2024.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)

Rubriques	LFI (1)	Report (2)	Modifications (3)	Crédits ouverts/Prév. Fin. (4)	Exéc. (5)	Taux d'exéc. (5/4)
BUDGET GENERAL						
RECETTES						
Recettes fiscales	4 180,00	0,00	0,00	4 180,00	2 656,22	63,5%
Recettes non fiscales	210,00	0,00	0,00	210,00	125,72	59,9%
Total recettes internes	4 390,00	0,00	0,00	4 390,00	2 781,95	63,4%
Dons budgétaires	47,20	0,00	0,00	47,20	0,00	0,0%
Dons en capital	256,60	0,00	0,00	256,60	104,90	40,9%
Total recettes externes	303,80	0,00	0,00	303,80	104,90	34,5%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	4 693,80	0,00	0,00	4 693,80	2 886,85	61,5%
DEPENSES						
Charges financières la dette publique	578,27	0,00	0,00	578,27	567,75	98,2%
Dépenses de personnel	1 442,47	0,00	0,00	1 442,47	1 054,14	73,1%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	428,42	0,00	-13,61	414,81	250,48	60,4%
Dépenses de Transfert courant	1 248,47	0,00	53,46	1 301,93	991,81	76,2%
Total dépenses ordinaires	3 697,63	0,00	39,85	3 737,48	2 864,18	76,6%
Dépenses en capital sur ressources internes	1 134,67	56,73	-39,00	1 152,41	619,91	53,8%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	339,29	24,63	-35,48	328,44	91,77	27,9%
Dépenses de transferts en capital	795,38	32,11	-3,52	823,97	528,14	64,1%
Dépenses en capital sur ressources externes	701,60	0,00	0,00	701,60	1 086,97*	154,9%
Total dépenses en capital	1 836,27	56,73	-39,00	1 854,01	1 706,88	92,1%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	5 533,90	56,73	0,85	5 591,49	4 571,06	81,8%

NB: * Estimation en rapport avec le solde prévu des comptes bancaires à fin décembre 2024.

Comparées au troisième trimestre 2023, les ressources du budget général ont évolué à la **hausse de 124,44 milliards en valeur absolue, soit 4,5% en valeur relative.**

Cette hausse est imputable aux ressources internes **(+151,15 milliards, soit +5,7%)** grâce à une bonne progression des recouvrements des recettes fiscales **(+160,04 milliards, soit +6,4%)**, notamment des impôts directs et indirects qui ont respectivement augmenté de 111,3 milliards FCFA (soit 11,7%) et 44,2 milliards (soit 2,9%), par rapport à l'année précédente.

1. Les crédits du budget général ouverts par la LFI 2024 pour un montant de **5 533,90 milliards** ont été revus à la hausse de **57,58 milliards** pour se chiffrer à **5 591,49 milliards** au 30 septembre 2024. Cette hausse est due principalement aux reports de crédits d'investissement financés sur ressources internes **(56,73 milliards)** effectués en début d'année.

Les dépenses exécutées du budget général s'élèvent à **4 571,06 milliards** représentant **81,8%** par rapport aux crédits ouverts, au 30 septembre 2024.

Dans le détail, les taux d'exécution sont les suivantes : :

- **76,6%** pour les dépenses ordinaires, soit **2 864,18 milliards** et
- **92,1%** pour les dépenses en capital, soit **1 706,88 milliards**.

L'exécution des dépenses du budget général est répartie par catégorie de dépenses ainsi qu'il suit :

- Charges financières de la dette publique : **567,75 milliards**, soit un taux d'exécution de 98,2% ;
- Dépenses de personnel : **1 054,14 milliards**, soit un taux d'exécution de 73,1% ;
- Dépenses d'acquisitions de biens et services : **250,48 milliards**, soit un taux d'exécution de 60,4% ;
- Dépenses de Transferts courants : **991,81 milliards**, soit un taux d'exécution de 76,2% ;
- Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat : **91,77 milliards**, soit un taux d'exécution de 27,9% ;
- Dépenses de transferts en capital : **528,14 milliards**, soit un taux d'exécution de 64,1% et
- Dépenses en capital sur ressources externes : **1 086,97 milliards**, soit un taux d'exécution de 154,9%.

2. Le Fonds national de retraite (FNR) :

- en ressources, la mobilisation pour le FNR a porté sur un montant de **131,58 milliards** au titre des cotisations sociales, soit **78,1%** des prévisions annuelles de **168,47 milliards** et
- en dépenses, les crédits exécutés pour la prise en charge des allocations de pensions ont été de **107,98 milliards**, soit **64,1%** des prévisions annuelles.

A la date du 30 septembre 2024, le FNR dégage ainsi un solde positif de **23,6 milliards**, contre **11,6 milliards** à la même date en 2023, soit une augmentation de **12,0 milliards**.

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

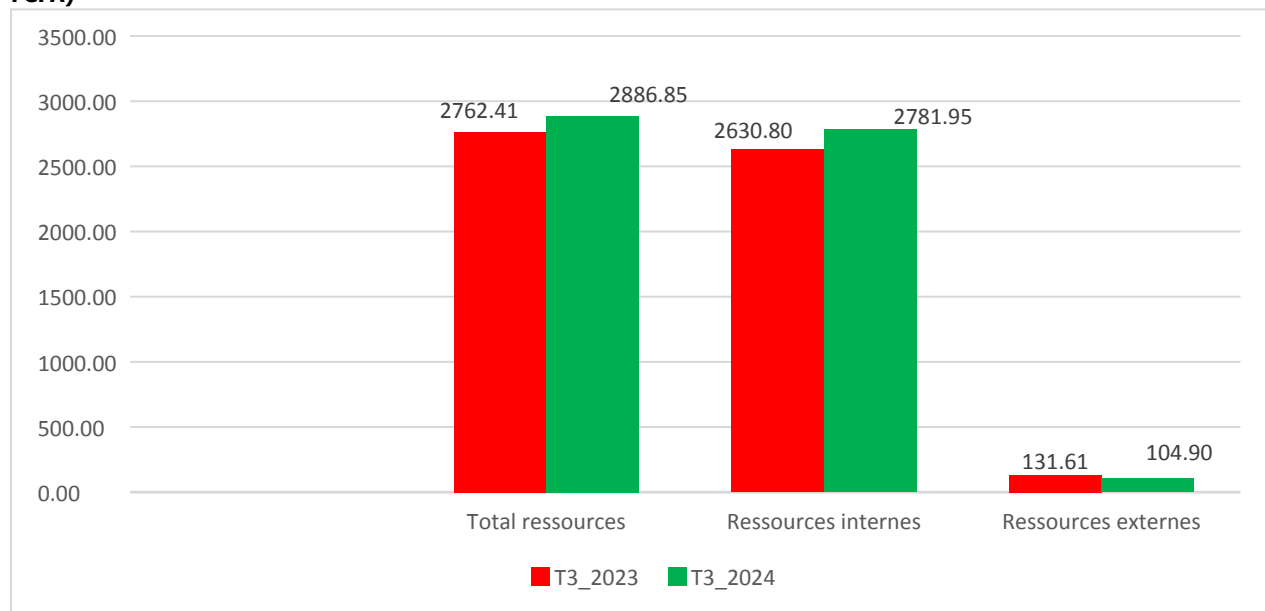
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources du budget général mobilisées à fin septembre 2024 s'élèvent à **2 886,85 milliards, soit un taux d'exécution de 61,5% par rapport à l'objectif annuel de 4 693,80 milliards** fixé par la loi de finances initiale de 2024 (LFI 2024).

Par rapport à la même période en 2023 (soit 2 762,41 milliards), la mobilisation de ces ressources a enregistré une **hausse de 124,44 milliards en valeur absolue, soit 4,5% en valeur relative**.

Les ressources du budget général mobilisées jusqu'à fin septembre 2024 sont essentiellement composées de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) pour une part de 96,37%.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel au 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : DEES/DGCPT/MFB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du troisième trimestre 2024, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **2 781,95 milliards, soit un taux de réalisation de 88,58%** par rapport à l'objectif fixé pour le troisième trimestre (soit 3 140,63 milliards).

Elles sont ainsi constituées de recettes fiscales (2 656,22 milliards) et de recettes non fiscales (125,72 milliards).

Comparé à la même période de l'année 2023, **le recouvrement des ressources internes est en hausse de 151,15 milliards (soit 5,75%)**, une augmentation expliquée par le niveau de recouvrement des recettes fiscales de +160,04 milliards (soit +6,4%), atténuées par un repli des recettes non fiscales de 8,89 milliards (soit -6,6%).

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du troisième trimestre 2024 (en milliards FCFA)

Natures des recettes	Recouvrement T3_2023	LFI 2024	objectif T3_2024	Recouvrement T3_2024	Taux d'exécution T3_2024		Evolution T3 2024/T3 2023	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	2496,19	4180	2960,7	2656,22	89,72%	63,5%	160,04	6,4%
Recettes non fiscales	134,61	210	179,9	125,72	69,87%	59,9%	-8,89	-6,6%
Total Recettes	2630,80	4390,0	3140,63	2781,95	88,58%	63,4%	151,15	5,7%

Source : DEES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les dons reçus au cours du troisième trimestre de 2024 s'élèvent à **104,9 milliards**, représentant **un taux d'exécution de 34,5%** des prévisions de la loi de finances initiale (LFI) 2024. **Ils sont exclusivement constitués de dons en capital** destinés à financer des projets d'investissement durant le troisième trimestre.

Les tirages sur dons en capital proviennent pour 80% des principaux partenaires que sont respectivement la Banque mondiale (28,5%), l'USAID (18,3%), l'AFD (17%), et la GIZ (16,3%).

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)

Natures des dons	LFI 2024	T3 2023	T3 2024	Taux d'exéc. T3_2024	Evolution T3_2024/T3_2023	
					En valeur	En %
Dons courants	47,20	5,39	0,00	0,00%	-5,39	-100%
Dons en capital	256,60	126,22	104,90	40,88%	-21,32	-16,89%
Total ressources externes	303,80	131,61	104,90	34,53%	-26,71	-20,29%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 MODIFICATIONS DE CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFI 2024 ont connu une hausse de **57,58 milliards**, au cours du troisième trimestre de 2024, passant de **5 533,90 à 5**

591,49 milliards, du fait principalement des reports de crédits pour 56,73 milliards sur les dépenses en capital financées sur ressources internes.

Globalement, la répartition par catégorie de dépenses intégrant les modifications de crédits de la LFI 2024 se présente comme suit :

- les crédits ouverts au titre de dépenses d'acquisition de biens et services de l'Etat ont été diminués d'un montant de **13,61 milliards** ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transfert courant ont été augmentés d'un montant de **53,46 milliards** ;
- les crédits ouverts au titre de dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ont été diminués d'un montant de **10,85 milliards** et
- les crédits ouverts au titre de dépenses de transferts en capital ont connu une augmentation de **28,59 milliards**.

Tableau 3 : Situation des modifications de crédits à la fin du troisième trimestre de 2024 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses	LFI 2024	Reports de crédits	Modifications	Crédits ouverts T3_2024
Charges financières de la dette	578,27	0,00	0,00	578,27
Dépenses de personnel	1442,47	0,00	0,00	1442,47
Dépenses d'acquisitions de biens et services	428,42	0,00	-13,61	414,81
Dépenses de Transfert courant	1248,47	0,00	53,46	1301,93
Dépenses en capital sur ressources internes	1134,67	0,00	-39,00	1095,67
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	339,29	24,63	-35,48	328,44
Dépenses de transferts en capital	795,38	32,11	-3,52	823,97
Dépenses en capital sur ressources externes	701,60	0,00	0,00	701,60
Total budget général	5533,90	56,73	0,85	5591,49

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 EXECUTION CONSOLIDEE DES DEPENSES

Les dépenses du budget général ordonnancées au cours du troisième trimestre 2024 s'établissent à **4 571,06 milliards** représentant **99,9%** des crédits liquidés au titre du troisième trimestre 2024.

L'exécution des dépenses est ainsi répartie entre :

- les dépenses ordinaires ordonnancées pour un montant de **2 864,18 milliards** sur des liquidations d'un montant de **2 867,53 milliards**, soit **99,9%** des engagements honorés et
- les dépenses en capital ordonnancées à hauteur de **1 706,88 milliards** sur des crédits liquidés d'un montant de **1 707,35 milliards**, soit **100,0%** des engagements honorés.

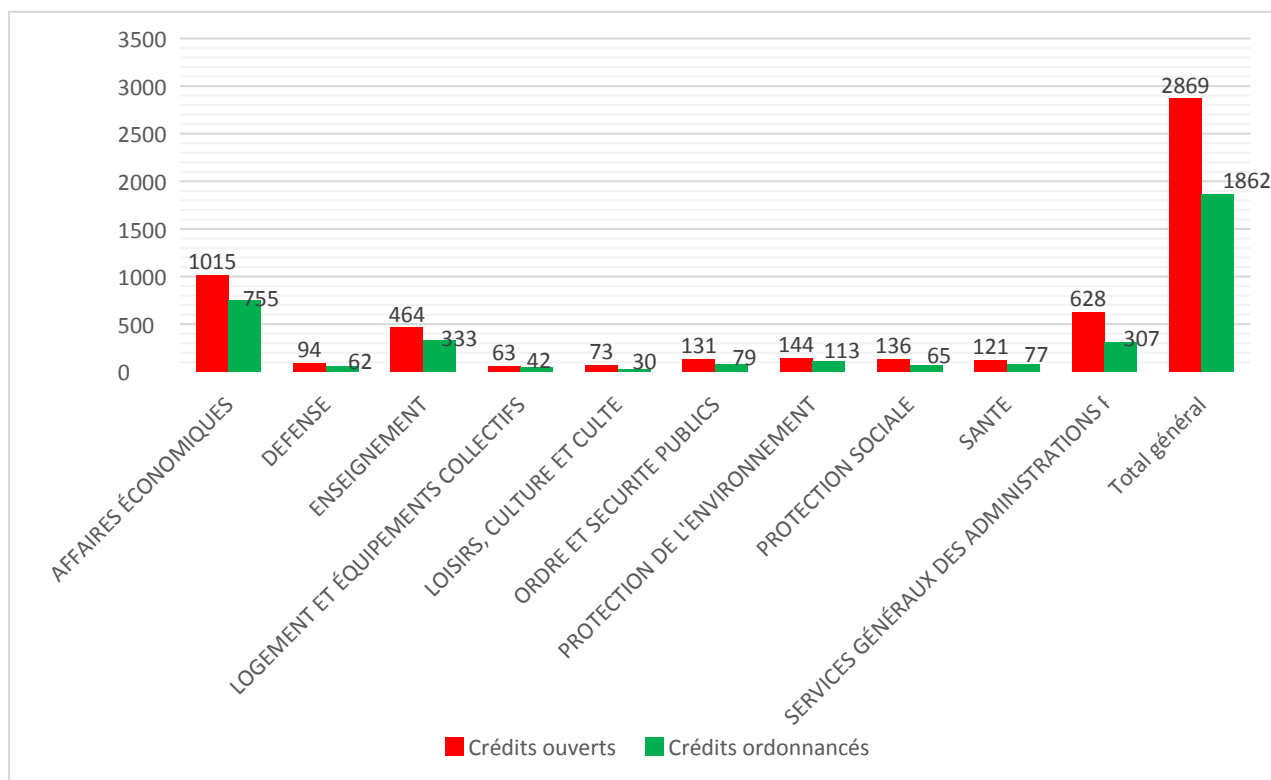
Tableau 4 : Situation des dépenses du budget général à la fin du troisième trimestre de 2024 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses		Liquidé. CP	Ordon. CP	CP. Prise en Charge	Taux d'exéc. CP Base Liquidation
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	2867,53	2864,18	2842,45	99,9%
	Charges financières de la dette	567,75	567,75	567,75	100,0%
	Dépenses de personnel	1054,14	1054,14	1054,14	100,0%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	253,80	250,48	230,45	98,7%
	Dépenses de transferts courants	991,84	991,81	990,10	100,0%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	1707,35	1706,88	1677,90	100,0%
	Dépenses en capital sur ressources internes	620,38	619,91	590,94	99,9%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	92,24	91,77	72,11	99,5%
	Dépenses de transferts en capital	528,14	528,14	518,83	100,0%
	Dépenses en capital sur ressources externes	1086,97	1086,97	1086,97	100,0%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		4574,88	4571,06	4520,35	99,9%

Source : TOFE/DGCPT/MFB et SYSBUDGEP/DGB/MFB

La situation d'exécution des dépenses financées sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) selon l'objet socio-économique se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) répartie par fonction à la fin du troisième trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

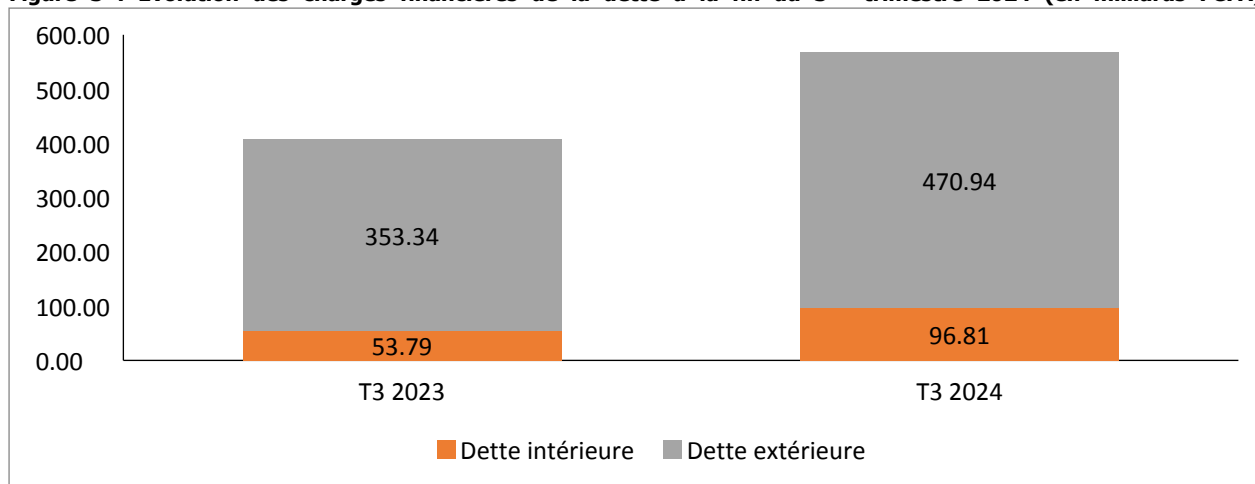
II.3 EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette au cours du troisième trimestre 2024 s'élèvent provisoirement à **567,75 milliards**, représentant environ **98,2% des prévisions** de la LFI 2024.

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont augmenté de 39,5% (soit +160,62 milliards). Cet accroissement est imputable surtout aux charges de la dette extérieure qui ont connu une augmentation de 33,3% (soit +117,60 milliards). Concernant les charges de la dette intérieure, elles ont aussi augmenté de 80,0% (soit +43,02 milliards).

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : TOFE/DEES/DGCPT/MFB

2. Dépenses de personnel

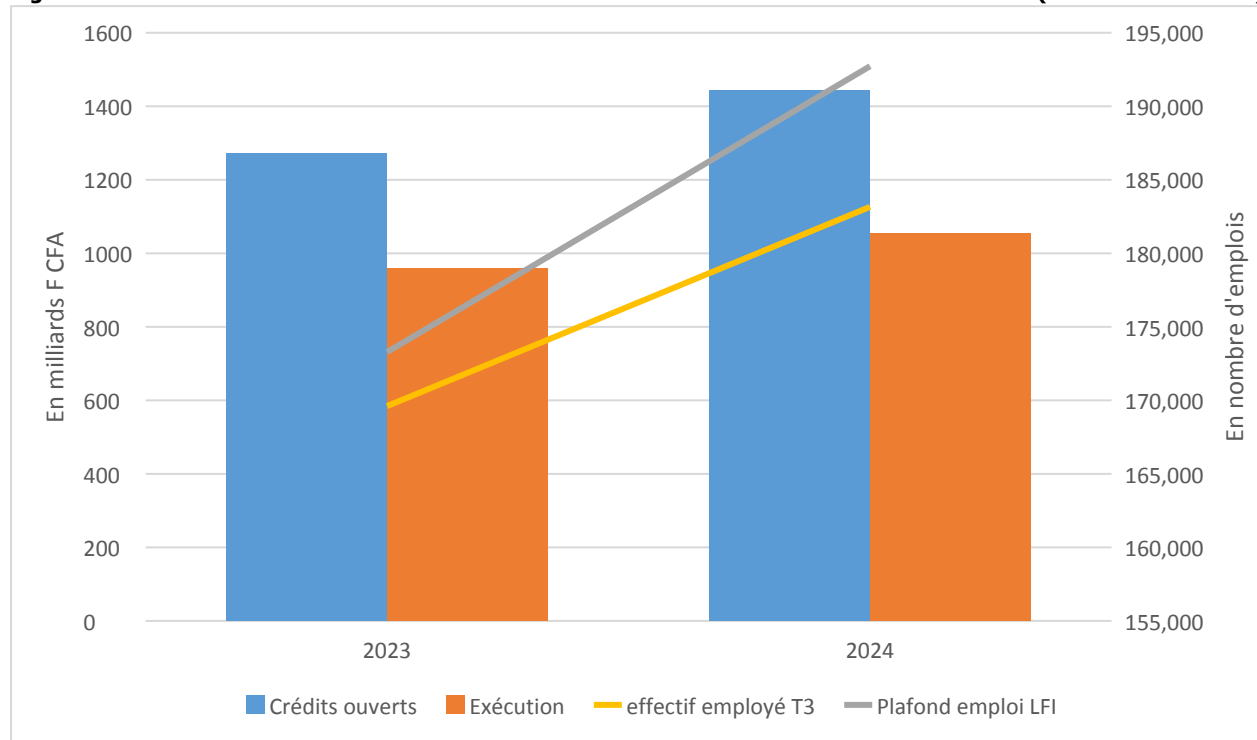
Les dépenses de personnel exécutées au 30 septembre 2024 s'élèvent à **1054,14 milliards**, soit un taux d'exécution de **73,1%** sur des crédits ouverts (**1 442,47 milliards**).

En glissement annuel, les dépenses de personnel ont évolué de **94,77 milliards** en valeur absolue et **9,9%** en valeur relative, cette hausse est due à l'évolution des effectifs notamment dans le secteur des forces de défense et de sécurité, le paiement des échéances 2024 au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé relativement à la prime scolaire et à l'indemnité de logement. Aussi, il est important de noter la prise en compte des salaires des membres du nouveau gouvernement suite au changement de régime intervenu en mars 2024, le paiement des salaires des ministres sortant sur une période de six mois et la prise en charge des indemnités de fin de contrat des membres de leur cabinet.

Les dépenses de personnel sont principalement portées durant le troisième trimestre par les secteurs de l'Education et de la Formation professionnelle avec un montant de **195,626 milliards**, soit **57,1%** du total. Suivent respectivement le secteur des forces de défense et de sécurité (**79,386 milliards**), le secteur de la santé (**20,367 milliards**), le Ministère des Finances et de Budget (**10,151 milliards**), les Institutions (**10,015 milliards**) et le Ministère de la justice (**8,790 milliards**). Les autres secteurs se partagent **5,3%** de la masse salariale, soit **17,952 milliards**.

L'effectif des agents de la Fonction publique se chiffre à **183 160** agents à la fin du troisième trimestre de 2024, contre **183 168** au trimestre précédent. Soit une baisse de **8** agents.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source :DS/DGB/MFB

3. Autres dépenses ordinaires

Les autres dépenses ordinaires comprennent :

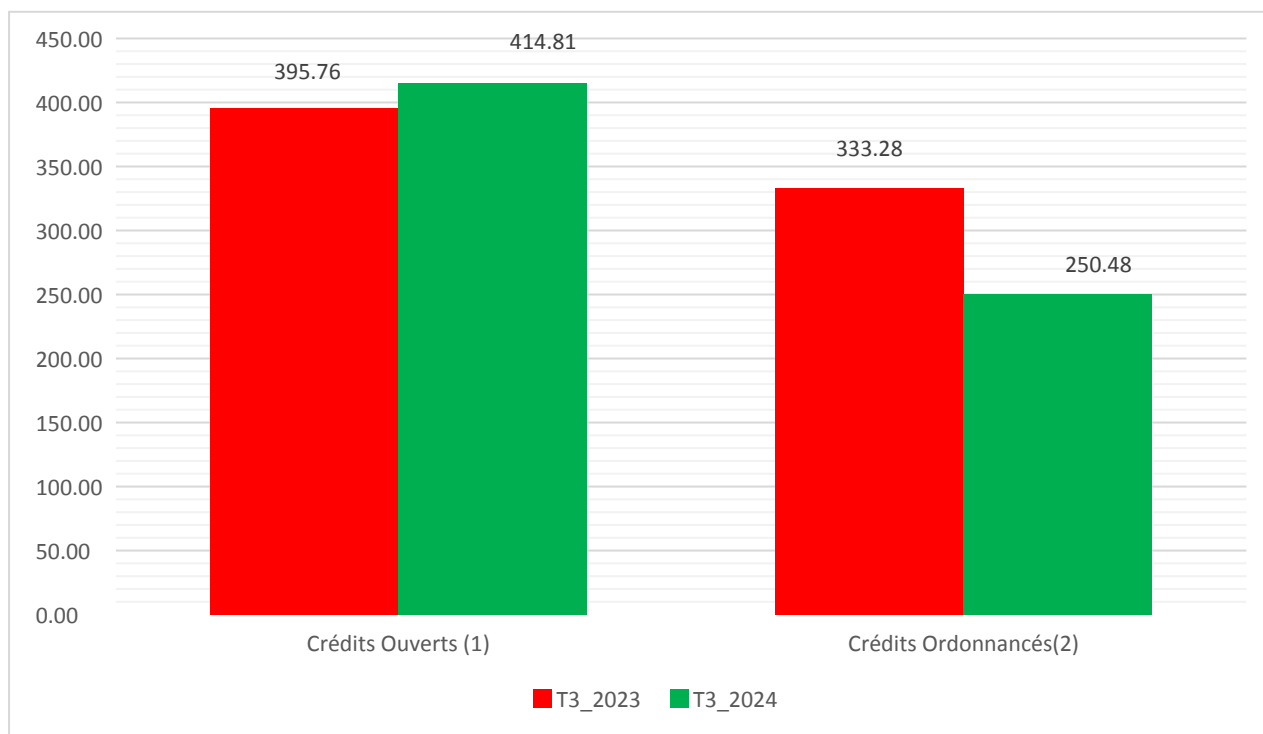
- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions et
- les dépenses de transferts courants destinées aux charges d'exploitation d'entités externes au budget général de l'Etat ainsi qu'aux appuis à des catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Dépenses d'acquisition de biens et de services

Au 30 septembre 2024, les dépenses d'acquisitions de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **60,38%**, représentant un montant de **250,38 milliards** des crédits ouverts contre **333,28 milliards** un an auparavant, soit une baisse de **82,81 milliards** en glissement annuel.

Figure 5 : Evolution de l'exécution des dépenses de biens et de services à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards

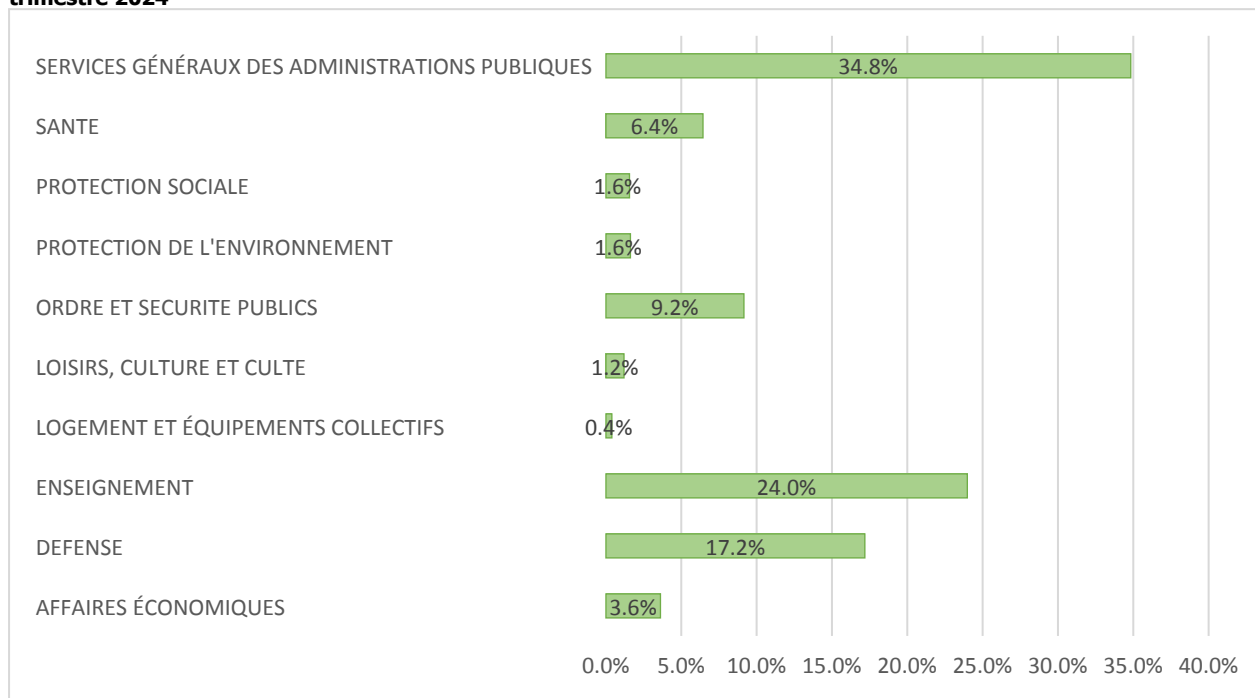
FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présentent comme suit :

Figure 6: Evolution de l'exécution des crédits des dépenses d'acquisitions de biens et services à la fin du 3^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Les taux d'exécution affichés sont essentiellement portés par les **services généraux des administrations publiques** (34,8%) à travers la dotation des charges non réparties qui a enregistré, au niveau des impôts et taxes payés sur les marchés sur ressources extérieures, une forte mobilisation des crédits de 23,5 milliards sur une prévision initiale de 6 milliards. On peut également citer le paiement des dépenses permanentes (eau) pour 10,4 milliards destinés à la prise en charge des factures d'eau de l'administration centrale.

Parmi les autres secteurs porteurs, figurent :

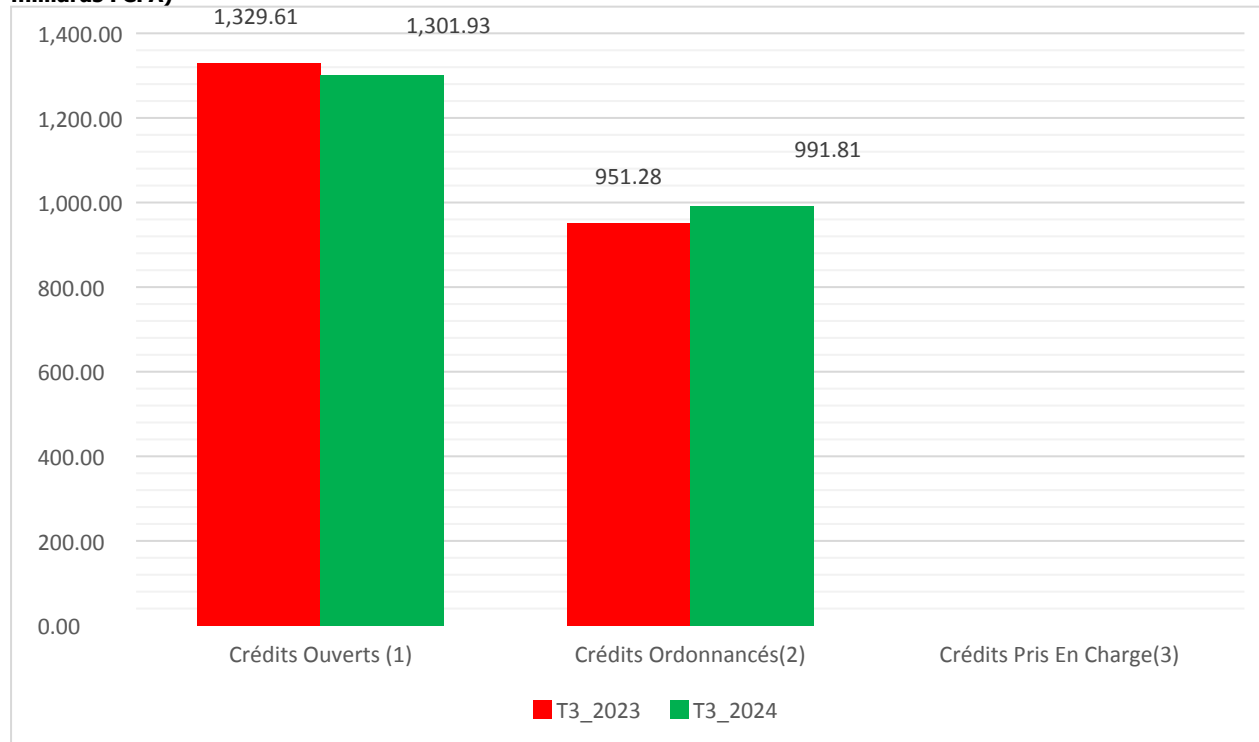
- l'« Enseignement » (24,0%) : en liaison avec les activités « organisation des enseignements et apprentissages (42,1%) et « Coordination et gestion (28,3%) ;
- la « Défense » (17,2%) avec le programme « Défense du territoire national » (54,4%) dédié à la prise en charge de l'alimentation des corps de troupe de l'Armée et la prise en charge des primes d'intervention journalière.

Par contre, d'autres secteurs ont été beaucoup moins performants, notamment les « logements et équipements collectifs » (0,4%), la « loisirs, culture et culte » (1,2%) et la « protection sociale » (1,6%).

3.2 Dépenses de transferts courants

Les dépenses de transferts courants ont été ordonnancées à hauteur de **991,81 milliards** à fin septembre 2024, soit un taux de **76,18%**, qui représente un niveau satisfaisant pour le troisième trimestre.

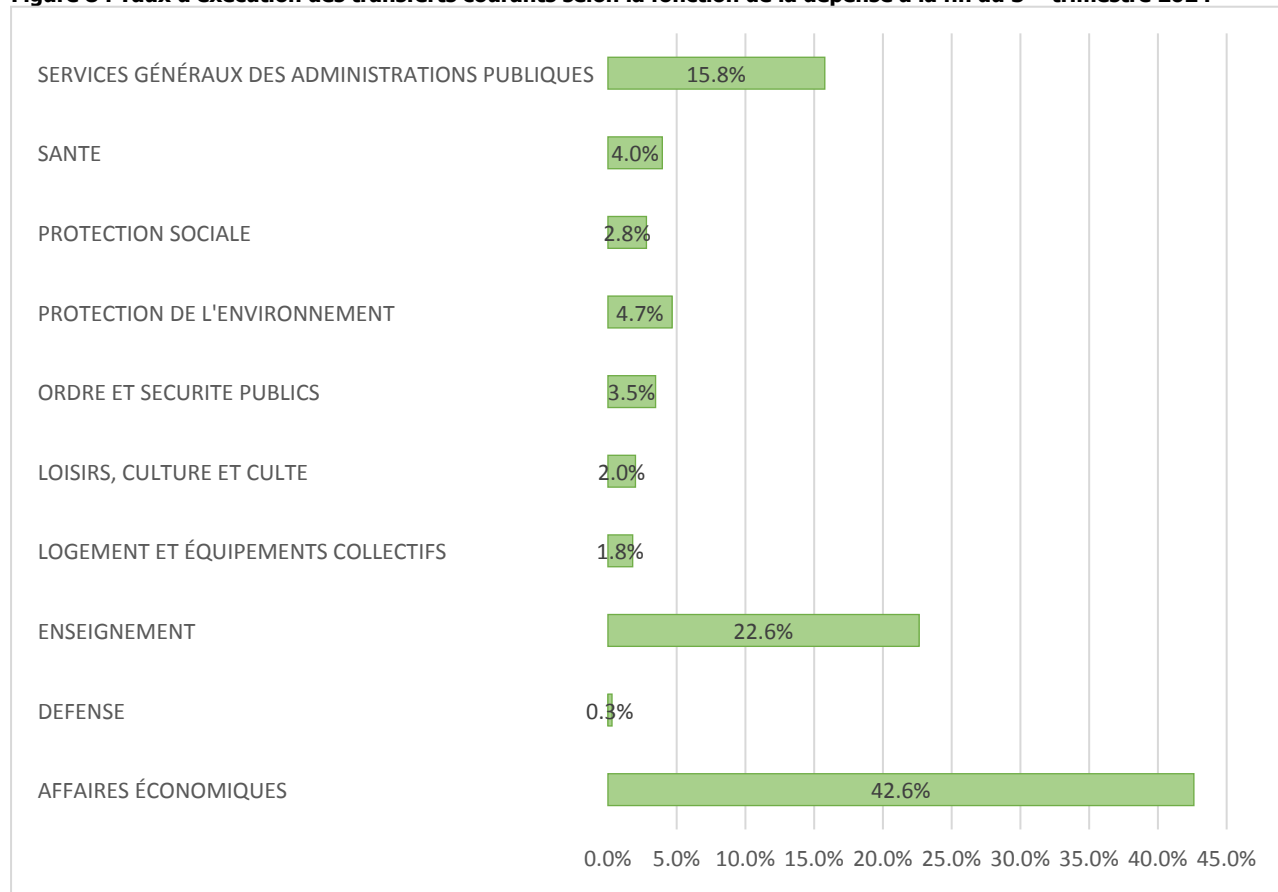
Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants se présentent comme suit :

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon la fonction de la dépense à la fin du 3^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

À l'analyse, il apparaît que les affaires économiques (42,6%), l'enseignement (22,6%) et les services généraux des administrations publiques (15,8%) ont été les secteurs porteurs de cette catégorie de dépenses. Pour tous les autres, les montants ordonnancés se situent en dessous de 10%.

Dans le détail, les niveaux d'exécution les plus satisfaisants se présentent comme suit :

- « **Affaires économiques** » (42,6%) portées par :
 - la pilotage, gestion et coordination à hauteur de 25,1% à travers la subvention au profit du Fonds spécial de Soutien au Secteur de l'Energie (FSE) pour 104 milliards FCFA ;
 - la sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustible à hauteur de 40% ;

- « **Enseignement** » (**22,6%**) porté par les programmes « Œuvres sociales universitaires » (65,1%) pour prendre en charge les bourses universitaires nationales et étrangères (62,8%) et la subvention aux œuvres sociales (65,2%) et, « **Éducation supérieure** » (63,5%) au titre des subventions faites aux Instituts d'Enseignement Supérieurs (IES) et aux Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) à hauteur de 68,5% ;
- « **Services généraux des administrations publiques** » (**15,8%**) constitués principalement des dotations des institutions constitutionnelles, des charges non réparties.

4. Dépenses en capital

Les dépenses en capital ordonnancées au 30 septembre 2024 s'élèvent à **1 706,88 milliards**, soit un taux d'exécution de **92,1%** contre **61,4%** un an auparavant. Ces dépenses sont réparties entre :

- les dépenses financées sur ressources internes, exécutées à hauteur de **53,8% (619,91 milliards)**, contre **63,8%** un an auparavant et
- et les dépenses financées sur ressources externes exécutées à **154,9% (1 086,97 milliards)** contre **61,4%** un an auparavant.

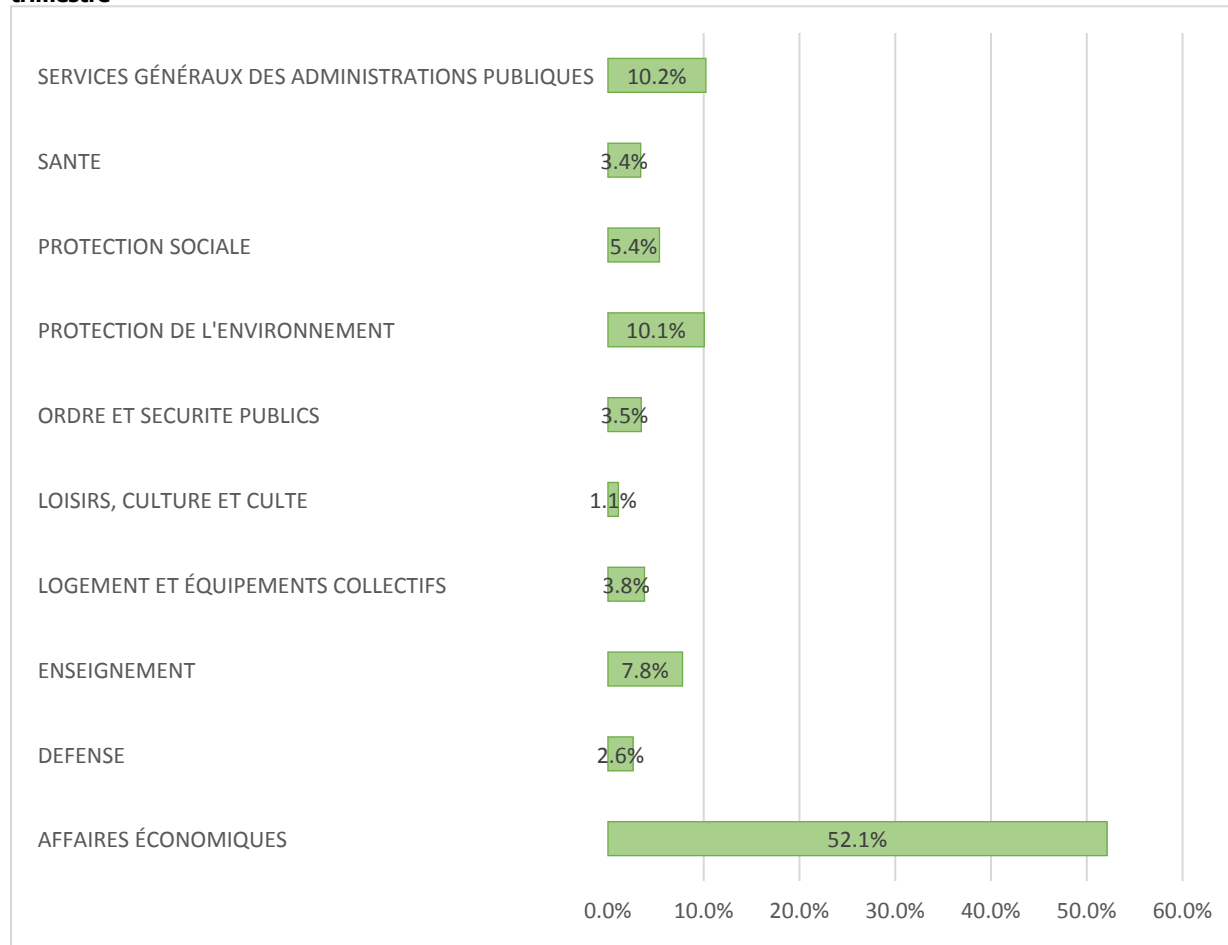
4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

Elles ont été ordonnancées pour un montant de **619,91 milliards** correspondant à **53,8%** des crédits ouverts et comprennent les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Elles se répartissent comme suit :

- Investissements exécutés par l'État : 91,77 milliards ;
- Transferts en capital : 528,14 milliards.

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital sur ressources internes par destination fonctionnelle à la fin du 3^{ème} trimestre



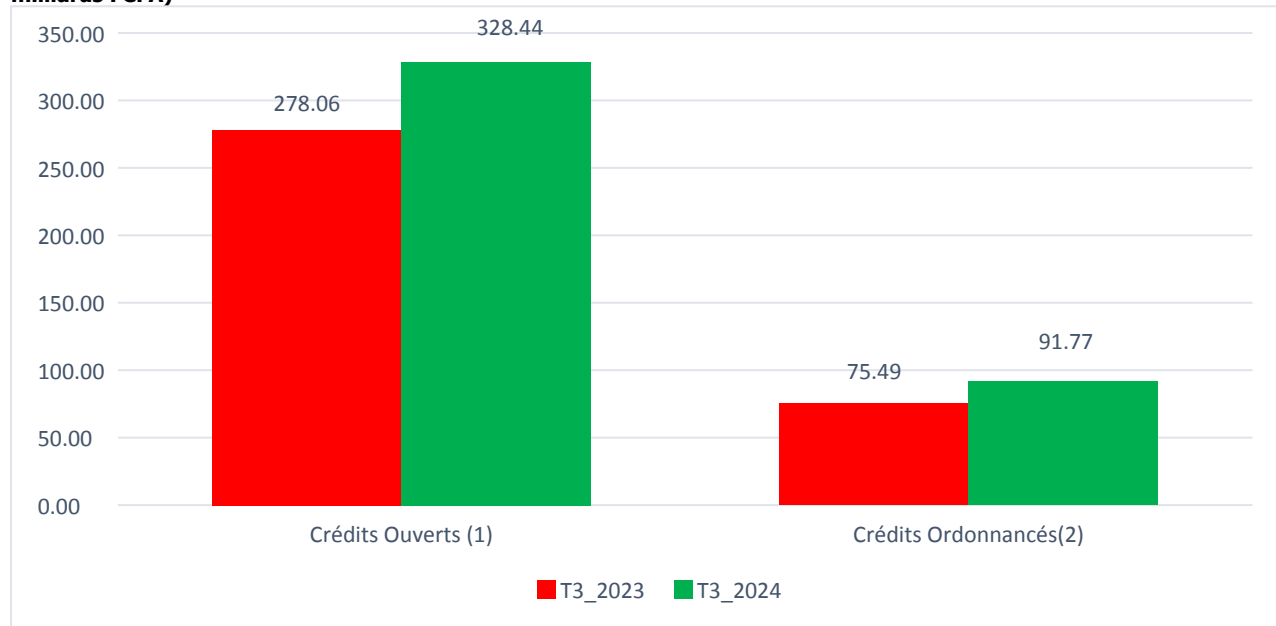
Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Ces dépenses sont orientées en majorité vers les secteurs des affaires économiques (52,1%), les services généraux des administrations publiques (10,2%) ainsi que la protection de l'environnement (10,1%).

4.1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Au 30 septembre 2024, les investissements exécutés par l'État ont été ordonnancés pour un montant de **91,77 milliards, soit 27,9%** contre **25,2%** à la même date de l'année précédente.

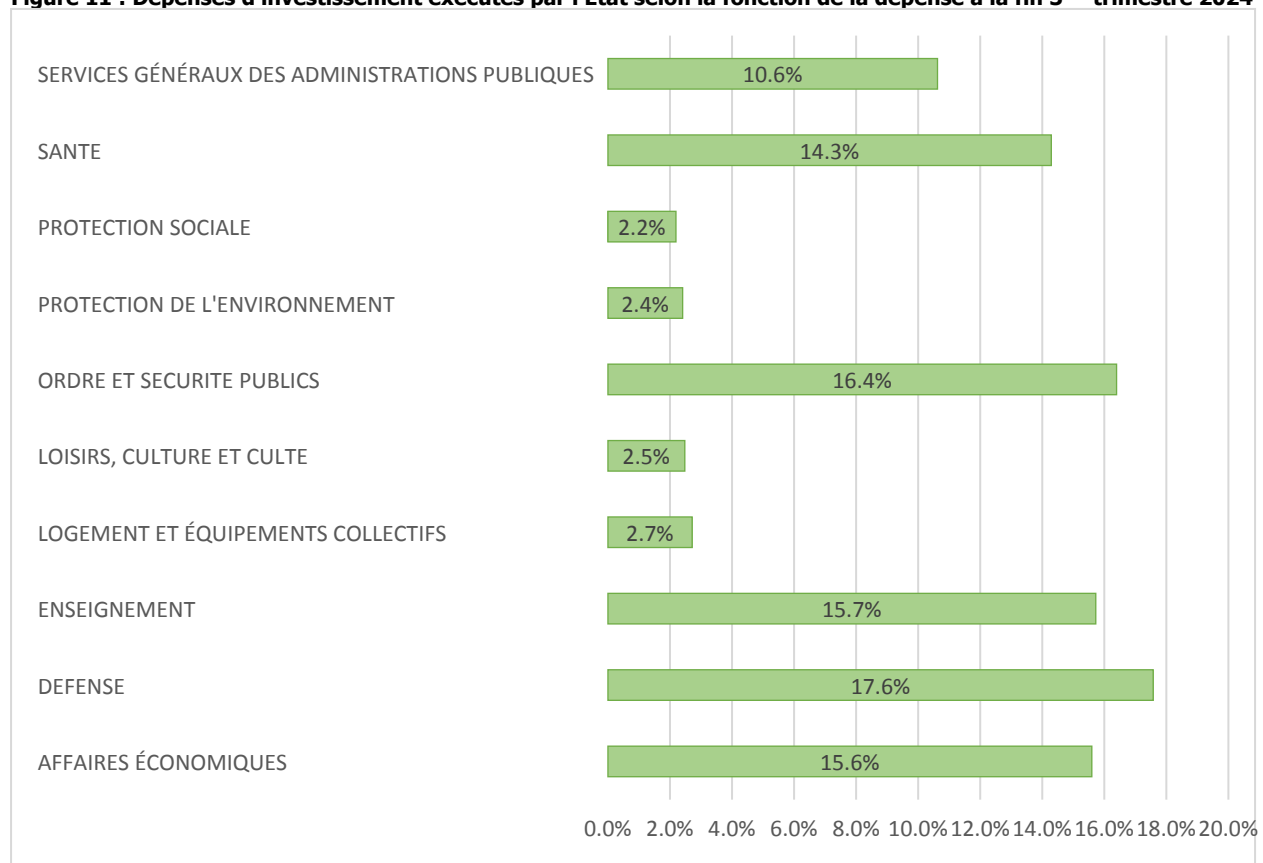
Figure 10 : exécution des crédits de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée suivant la figure ci-dessous.

Figure 11 : Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat selon la fonction de la dépense à la fin 3^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

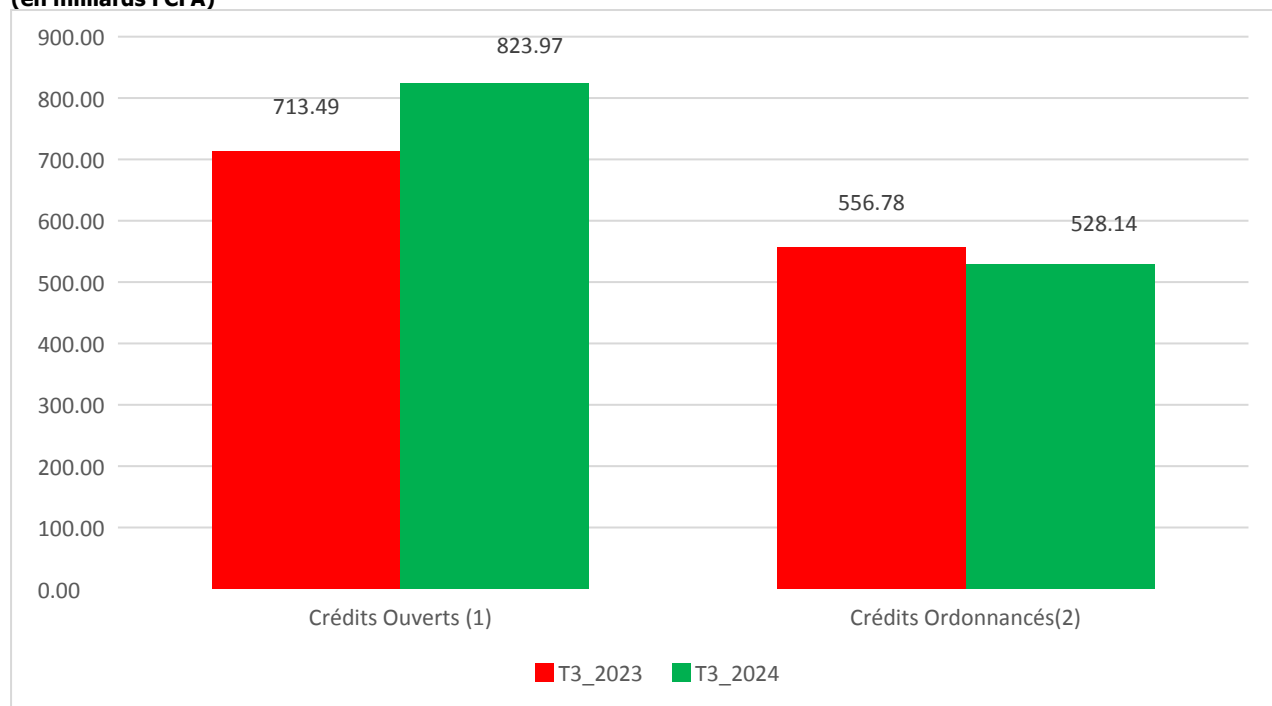
En termes de volume, les investissements exécutés par l'État constituent la catégorie de dépenses la plus faible. Cependant, des taux satisfaisants ont été réalisés, notamment en ce qui concerne la « **Défense** » (**17,6%**), « **l'Ordre et la sécurité publique** » (**16,4%**), « **l'Enseignement** » (**15,7**), les « **Affaires économiques** » (**15,6%**), la « **Santé** » (**14,3%**) et les « **Services généraux des administrations** » (**10,6%**).

En revanche, d'autres secteurs tels que la « protection sociale », les « loisirs, culte et Culture », la « Protection de l'environnement », etc. ont été moins performants avec des taux d'exécution situés en dessous de 5%.

4.1.2 Dépenses de transferts en capital

Au 30 septembre 2024, les transferts en capital ont été ordonnancés à hauteur de **528,14 milliards**, soit **64,1%** des crédits ouverts contre **77,7%** un an auparavant.

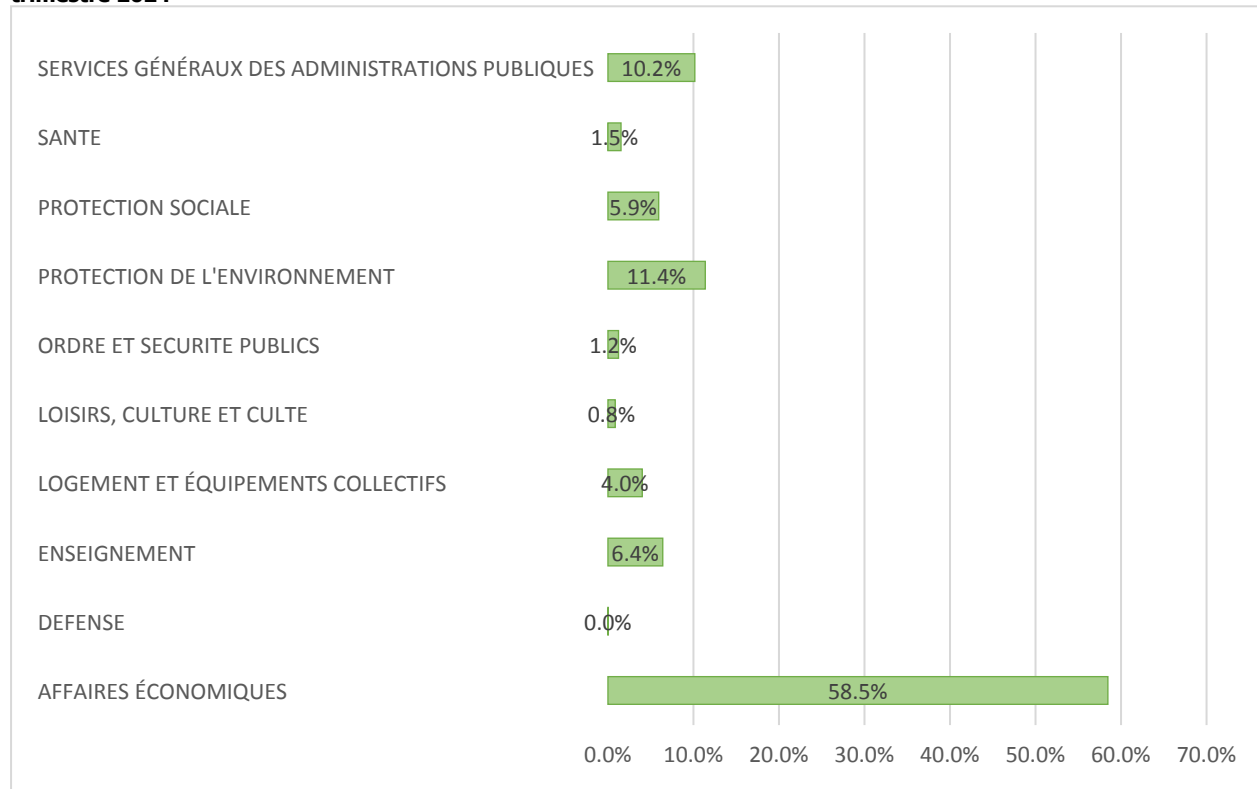
Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du 3^{ème} trimestre 2024 (en milliards FCFA)



Source : SYSBUDGEP/DGB

La répartition des crédits selon la classification fonctionnelle se présente comme suit :

Figure13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital selon la fonction de la dépense à la fin du 3^{ème} trimestre 2024



Source : SYSBUDGEP/DGBMFB

Il apparaît que le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré principalement par les « **affaires économiques** » (**58,5%**) avec les programmes :

- « Augmentation de la productivité et de la valorisation des produits agricoles » pour 90,23 milliards des crédits pour le financement de la campagne agricole ;
- « Développement, gestion et entretien des infrastructures routières » pour 73 milliards.

Il s'ensuit la « protection de l'environnement » (11,4%) et les « les services généraux des administrations publiques » (10,2%).

4.2 Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

Les dépenses en capital financées sur ressources extérieures s'élèvent, à la date du 30 septembre 2024, à **1 086,97 milliards de (soit 154,9%)**, pour des prévisions de **701,60 milliards** dans la Loi de Finances Initiale (LFI) de 2024.

L'exécution des dépenses en capital sur ressources extérieures, à la date du 30 septembre 2024, est portée par le secteur quaternaire, qui, à lui seul, a mobilisé **664,5 milliards, soit 51,7%**.

Les ressources sont principalement captées par les secteurs des Equipements Administratifs (**329,3 milliards**), de l'Habitat et l'Urbanisme (**82,9 milliards**) et de l'Hydraulique urbaine et Assainissement (**72,4 milliards**).

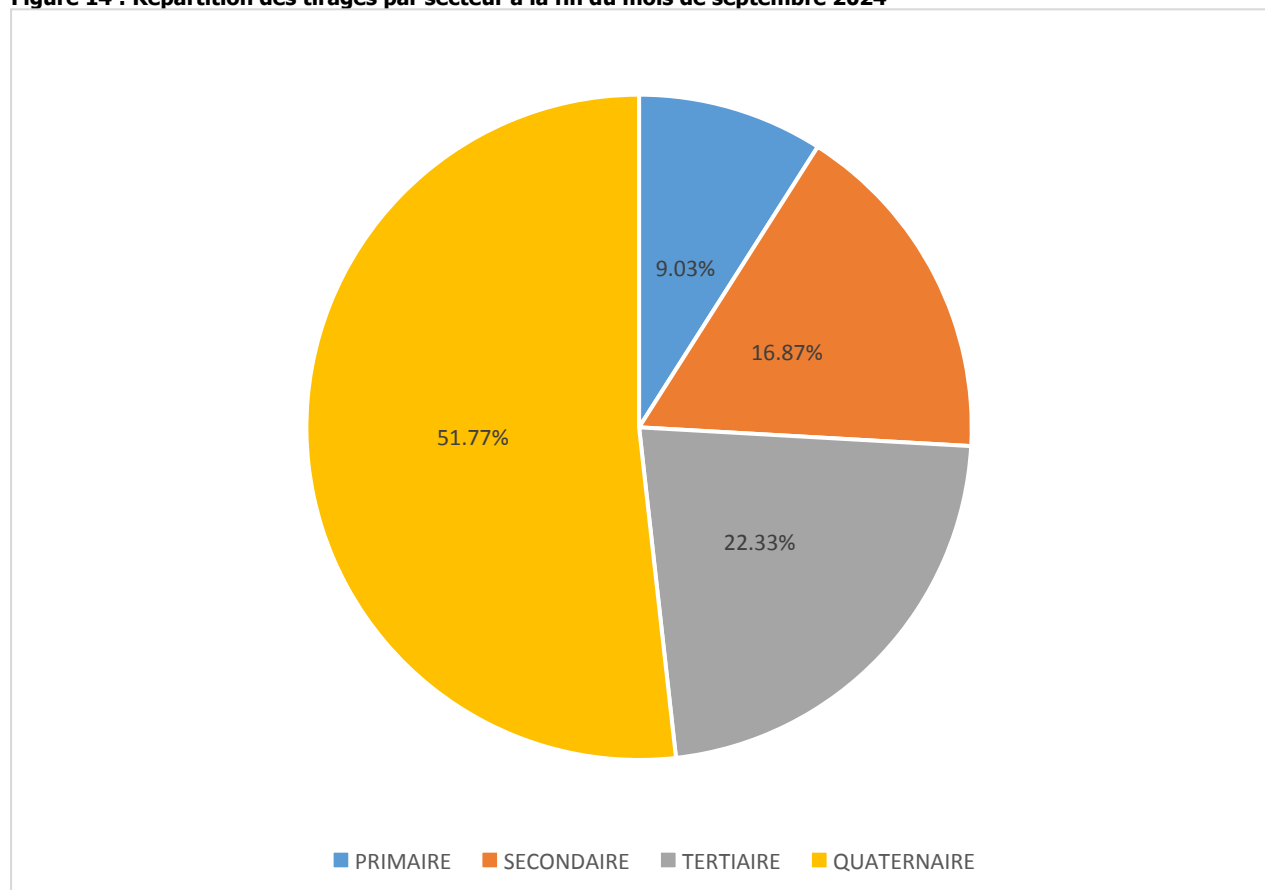
Ensuite vient le secteur tertiaire avec un montant de **286,6 milliards, soit 22,3%** des mobilisations. Ces ressources ont permis la poursuite de la réalisation des grands projets de l'Etat dans les sous-secteurs des Transports routiers (**142,2 milliards**), des Transports ferroviaires (**124,6 milliards**).

Le secteur secondaire qui a mobilisé **216,6 milliards FCFA, soit 16,8%**, arrive en troisième position, porté principalement par le sous-secteur de l'Energie (**211,1 milliards**).

Enfin le secteur primaire avec un montant de **115,8 milliards, soit 9%** des mobilisations, capté essentiellement par le sous-secteur de l'Agriculture (**99,8 milliards**).

L'essentiel des ressources extérieures mobilisées sont constituées de dons en capital pour un montant de **104,9 milliards** et de prêts projets pour un montant **982,1 milliards**.

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de septembre 2024



III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE (FNR)

La situation d'exécution budgétaire du FNR fait ressortir un solde cumulé excédentaire de **23,6 milliards**, en fin septembre 2024, contre **11,6 milliards** à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de **12,0 milliards**. Cet excédent se justifie par le nombre de cotisants qui passe de **135 807** à **143 750**, soit une augmentation de **7 943** cotisants.

Les recettes générées en fin septembre 2024 par le régime de base se chiffrent à **114,07 milliards** et celles du régime complémentaire à **17,51 milliards**, soit des recettes totales de **131,58 milliards**.

Les dépenses du régime de base, du régime complémentaire et des remboursements, en fin septembre 2024, sont respectivement arrêtées à **107,12 milliards**, **0,71 milliard** et **0,16 milliard**, soit un total de **107,98 milliards**, représentant un taux d'exécution de **64,1%**, base LFI 2024.

A fin septembre 2024, le nombre total de cotisants est de **143 750** et le nombre de pensionnés de **75 171**, soit un rapport démographique de **1,91** cotisants/allocataires, contre **1,83** un an plus tôt.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du troisième trimestre 2024 (en milliards FCFA)

	LFI 2024	T3_2023	T3_2024	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	168,47	118,49	131,58	13,09
dont régime complémentaire		16,08	17,51	1,43
Nombre de cotisants		135807	143750	7943
Dépenses (en milliards F CFA)	168,47	106,89	107,98	1,09
Nombre Allocataires		74190	75171	981
Solde du FNR		11,60	23,60	12,00

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DES ORGANISMES PUBLICS

La situation d'exécution budgétaire analysée pour le troisième trimestre de l'année 2024 concerne **179 organismes publics** (OP) du secteur parapublic qui cumulent un **budget de 2 428,87 milliards**. Ils sont constitués de :

- Trente-quatre (35) agences ;
- Trente-deux (33) structures administratives similaires ou assimilées ;
- Cent-onze (111) établissements publics dont :
 - Quarante (40) établissements publics de santé ;
 - Vingt-six (29) Universités, Facultés, Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) et centres d'œuvres universitaires ;
 - Quatorze (14) Ecoles et Instituts ;
 - Quatorze (14) établissements publics à caractère administratif local (les Agences Régionales de Développement) et
 - Quatorze (14) établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ;

1. Situation des budgets prévisionnels

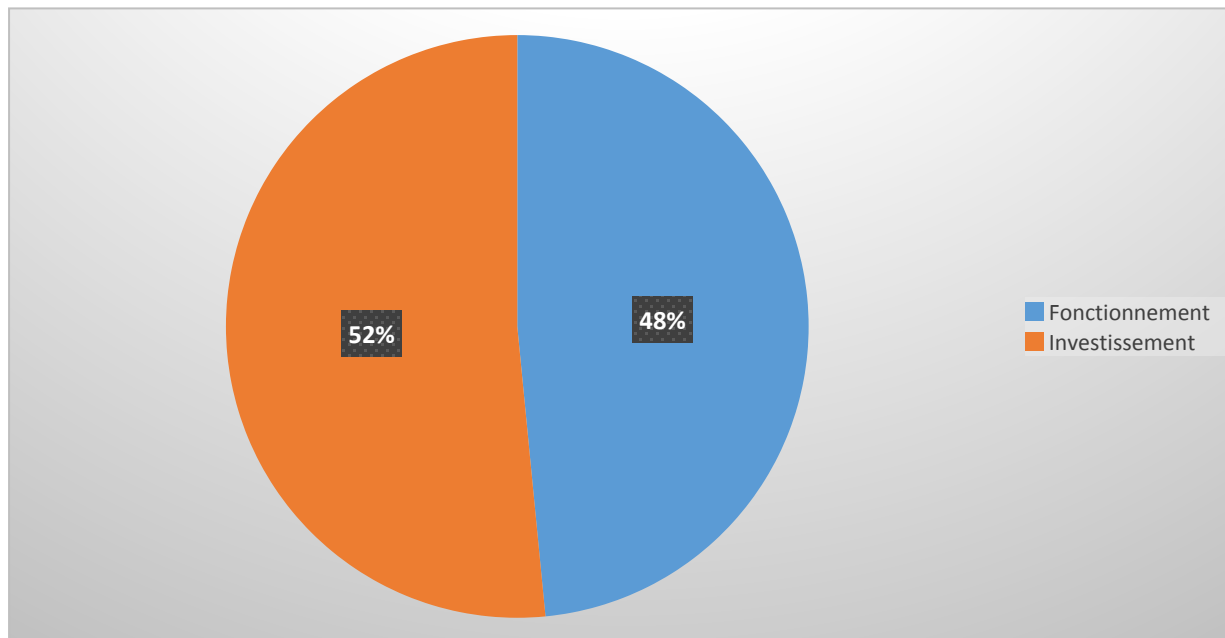
Les entités suivies au troisième trimestre cumulent, au titre de l'exercice 2024, un budget prévisionnel de **2 428,87 milliards**.

Les ressources de ces entités comprennent :

- **des ressources propres : 1 141,47 milliards**, soit **47%** ;
- **des transferts directs de l'Etat** pour **619,64 milliards**, soit **29,29%** décomposés en transferts courants pour **328,05 milliards** (soit **52,94%** des recettes globales de fonctionnement) et en transferts en capital pour **291,59 milliards** (soit **47,06%** des recettes globales d'investissement) ;
- **des ressources extérieures (PTF)** pour **671,17 milliards** , soit **27,63%** et
- **d'autres ressources (emprunts) : 24,41 milliards**, soit **1%** des prévisions de recettes globales.

Les prévisions de dépenses sont réparties en fonctionnement pour un montant de **1 176,95 milliards**, soit **48,46%** du budget et en investissement pour **1 251,92 milliards**, représentant **51,54%**.

Figure 15: Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au troisième trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à **330,68 milliards**. Elles représentent **28,09%** des prévisions du budget de fonctionnement et **13,61%** du budget global.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 30 septembre 2024 s'élèvent à hauteur de **1 132,88 milliards**, soit **54,46%** des prévisions.

Les réalisations de recettes sont réparties comme suit :

- recettes propres : **1 141,47 milliards**, soit **46,99%** des prévisions budgétaires ;
- transferts directs de l'Etat : **337,35 milliards**, soit **54,44%** des prévisions dont **221,40 milliards** de transferts courants et **115,95 milliards** en capital, soit des taux de mobilisation respectifs de **67,49%** et **37,76%** ;
- ressources extérieures (PTF) : **434,54 milliards**, soit **64,74%** et
- emprunt : **8,04 milliards**, soit **32,95%** des prévisions.

Le taux d'exécution global des dépenses s'établit à **42,15%**, soit un montant de **1 106,77 milliards**. Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **653,47 milliards** et celles d'investissement à **453,30 milliards**, soit respectivement **47,66%** et **36,12%** des prévisions.

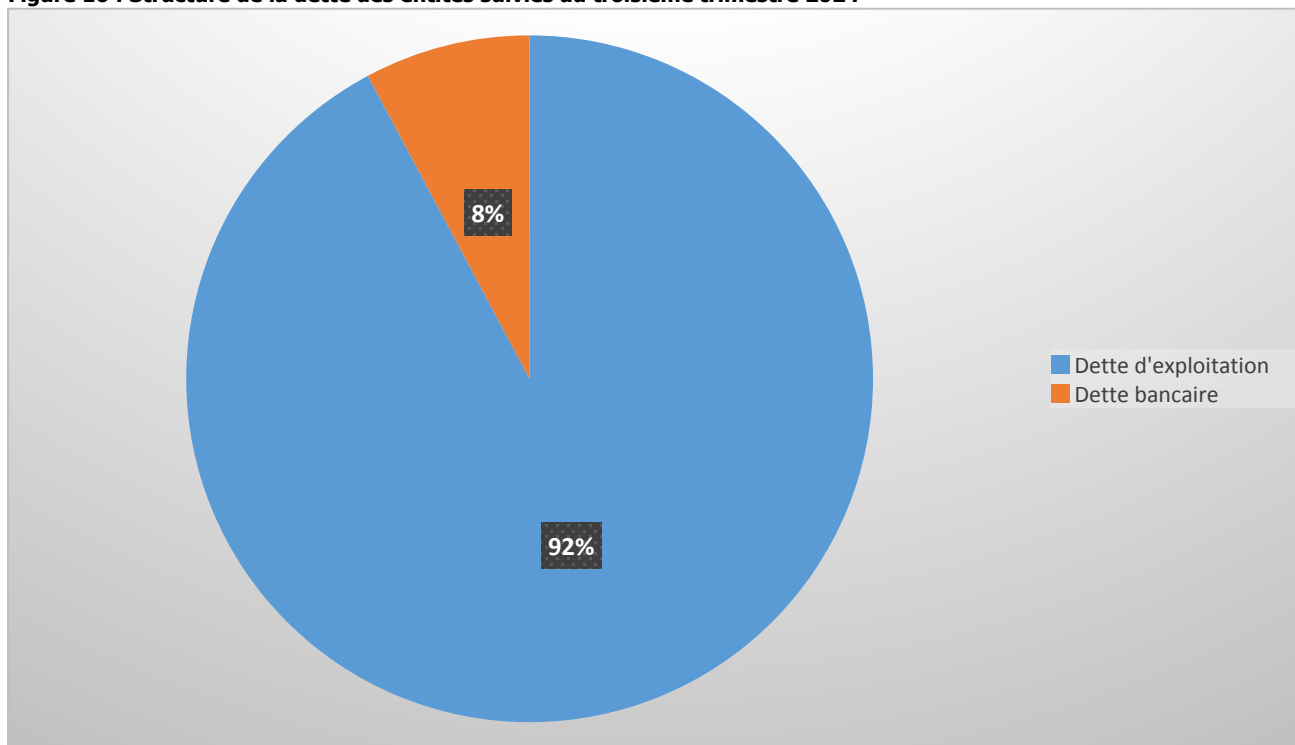
Les dépenses de personnel exécutées à hauteur **20,8%**, soit **239,38 milliards**, représentant **72,39%** des prévisions.

3. Situation de la dette

La dette globale des 179 structures se chiffre à **312,74 milliards**. Elle se décompose en :

- dettes d'exploitation pour un montant de **288,33 milliards** et
- dettes bancaires pour un montant de **24,41 milliards**.

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies au troisième trimestre 2024

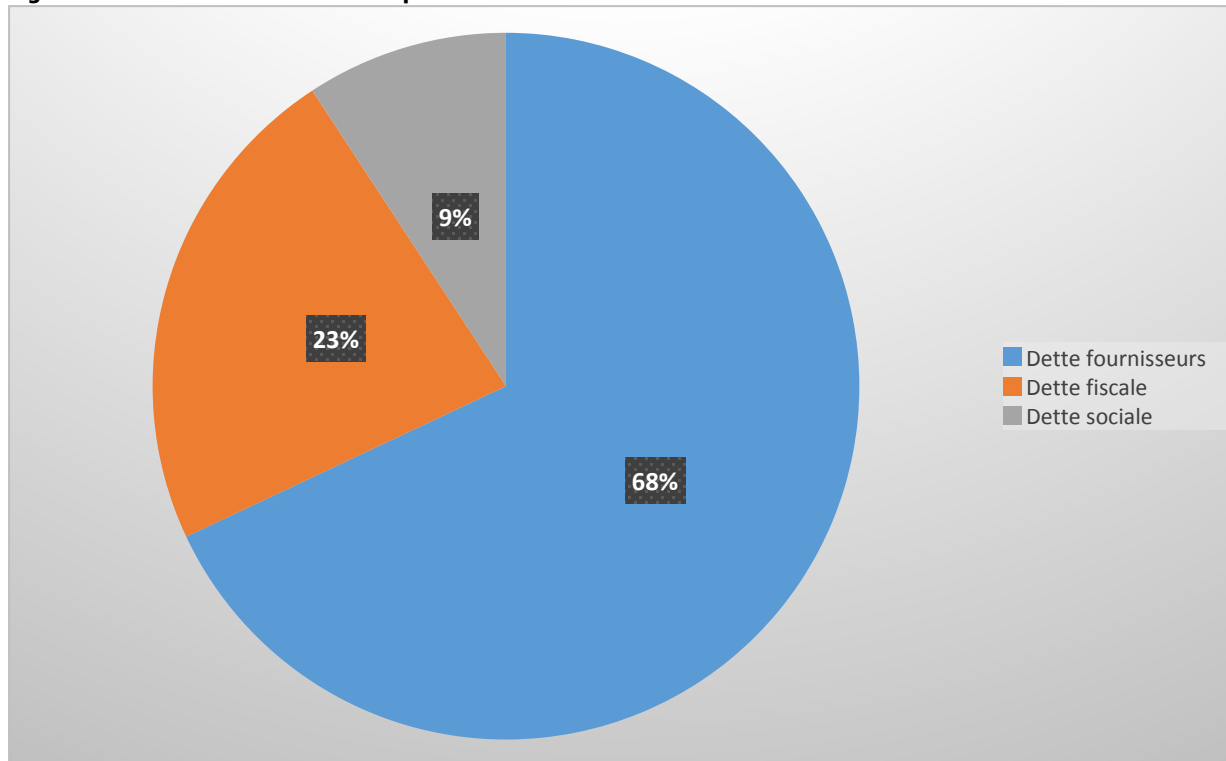


Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette bancaire est constituée d'emprunt contracté par le Fonds de l'Habitat Social (FHS) pour un montant total de **24,41 milliards** alors que la dette d'exploitation qui s'élève à **288,33 milliards** est ainsi décomposée :

- dettes fournisseurs de **196,06 milliards** ;
- dettes fiscales de **65,66 milliards** et
- dettes sociales de **26,62 milliards**.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au troisième trimestre 2024



Source : DSP/DGCPT/MFB

ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en FCFA)

Nature de la recette	TRIM_3_2023	TRIM_3_2024
A1 RECETTES	2 754 552 277 196	2 886 855 491 256
A11 Recettes fiscales	2 500 082 556 082	2 656 224 887 509
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	869 054 392 192	978 208 830 917
A1111 A la charge des personnes physiques	404 114 257 378	438 937 011 272
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	458 367 806 754	532 489 196 706
A1113 Non ventilables	6 572 328 060	6 782 622 939
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	31 231 909 740	33 047 145 820
A113 Impôts sur le patrimoine	51 995 184 717	49 414 823 246
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	5 324 975 975	2 714 123 689
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	46 670 208 742	46 700 699 557
A114 Impôts sur les biens et services	1 186 761 037 418	1 217 766 443 898
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	826 881 360 613	822 758 313 474
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	799 981 163 167	796 920 700 919
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	205 398 739 972	251 418 588 403
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	73 731 371 622	63 519 652 022
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	1 156 170 443	1 439 853 171
A11452 Autres	73 731 371 622	63 519 652 022
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	326 471 389 074	338 759 540 260
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	326 471 389 074	338 759 540 260
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	34 568 642 941	39 028 103 368
A13 Dons	119 046 221 465	104 907 682 148
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	109 065 000 000	104 907 682 148
A1311 Courants	12 965 000 000	-
A1312 En capital	96 100 000 000	104 907 682 148
A132 Reçus d'organisations internationales	9 981 221 465	-
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	135 423 499 649	125 722 921 599
A141 Revenu de la propriété	110 298 060 685	108 357 415 151
A1411 Intérêts	558 756 218	746 493 022
A1412 Dividendes	65 370 757 632	63 980 026 383
A1415 Loyers	44 368 546 835	43 630 895 746
A142 Ventes de biens et services	13 161 662 194	10 550 564 078
A1422 Droits administratifs	13 161 662 194	10 550 564 078
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	-	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	-	-
A145 Recettes diverses non identifiées	11 963 776 770	6 814 942 370

Source : DEES/DGCPT/MFB

Télécharger le tableau sur www.budget.gouv.sn

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement hors dépenses de personnel et ressources extérieures répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 30 septembre 2024

Libellé Section	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINIST RATIONS PUBLIQUE S	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	AFFAIRES ÉCONOMIQ UES	PROTECTIO N DE L'ENVIRON NEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEME NTS COLLECTIFS	SANTE	LOISIRS, CULTURE ET CULTE	ENSEIGNE MENT	PROTECTIO N SOCIALE	Total général
Présidence de la République	33,54	0,55	0,00	8,92	0,00	0,23	0,00	2,19	0,00	0,10	45,52
Assemblée Nationale	17,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,73
Conseil Economique Social et Environnemental	5,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,66
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	1,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01
Cour Suprême	0,00	0,00	1,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95
Cour des Comptes	0,00	0,00	7,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,56
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,40
Primature	11,09	0,11	0,00	0,96	0,00	0,00	1,13	0,00	1,39	1,30	15,97
Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	19,40	0,00	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,97	0,00	0,01	20,61
Ministère des Forces Armées	2,00	61,34	0,99	0,00	0,01	0,76	7,23	0,00	0,60	0,91	73,84
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	20,01	0,23	50,79	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,03	71,09
Ministère de la Justice	0,00	0,00	14,99	0,01	0,00	0,00	0,01	0,00	1,64	4,08	20,74
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,74	0,00	0,00	0,00	0,02	3,41
Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,10	4,80	0,00	0,00	0,05	0,00	0,00	0,66	5,60
Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	0,00	0,00	0,06	12,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,00	12,56
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	53,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,37	0,02	53,67
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la	0,00	0,00	0,00	93,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	93,69

Souveraineté Alimentaire											
Ministère des Finances et du Budget	44,56	0,00	1,00	132,72	0,00	0,00	0,00	0,00	2,20	0,11	180,60
Ministère du Pétrole et des Energies	0,00	0,00	0,00	172,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,85
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	4,84	0,00	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	5,08
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	0,06	0,00	0,08	0,00	35,65	11,13	0,00	0,30	0,00	0,01	47,23
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	0,00	0,00	0,00	2,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,00	2,47
Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	0,01	0,00	0,00	25,94	0,00	0,00	0,00	0,08	0,03	0,00	26,06
Ministère du Tourisme et des Loisirs	0,00	0,00	0,00	2,38	0,00	0,00	0,00	0,03	0,05	0,01	2,47
Ministère de l'Education Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	0,02	65,40	0,00	65,48
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	0,00	0,00	0,00	0,83	0,00	0,00	0,00	5,05	0,13	0,04	6,05
Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,03	0,03	0,01	1,07
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,75	0,24	0,00	6,99
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68,06	0,00	0,62	1,71	70,41
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0,03	0,00	0,00	5,36	0,00	0,00	0,00	1,35	0,00	0,02	6,76
Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0,00	0,00	0,00	9,94	9,94	0,05	0,00	0,00	0,01	0,00	19,95
Ministère de la Famille et des Solidarités	0,03	0,00	0,00	11,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,51	25,15
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,93	2,98	3,91
Ministère de la Formation Professionnelle	0,00	0,00	0,00	0,93	0,00	0,00	0,00	0,00	24,67	0,01	25,62
Charges non Réparties	94,12	0,00	0,00	61,89	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159,01
Ministère de l'Economie du Plan et de	9,77	0,00	0,00	3,71	0,00	0,00	0,00	1,01	0,00	0,00	14,48

la Coopération											
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0,08	0,00	0,00	6,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	6,73
Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	0,00	0,00	0,00	19,91	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00	29,96
Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	0,65	0,00	0,00	2,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,97	3,89
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	36,38	0,00	0,00	4,41	0,50	0,01	0,00	0,00	0,00	0,02	41,32
Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	0,07	0,00	0,00	7,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,89
Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	1,32	0,00	0,10	1,40	45,63	0,93	0,00	0,29	0,00	0,00	49,68
Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	0,17	0,00	0,00	1,42	20,41	25,30	0,00	0,00	0,00	0,03	47,34
Ministère de l'Industrie et du Commerce	0,37	0,00	0,00	3,07	0,00	0,12	0,00	0,00	0,03	0,00	3,59
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0,12	0,00	0,00	2,66	0,00	0,00	0,00	0,33	0,01	0,07	3,18
Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	0,04	0,00	0,00	69,27	0,50	0,00	0,00	0,00	0,19	0,00	e69,99
Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	0,00	0,00	0,00	8,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,83
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	0,03	0,00	0,00	1,47	0,00	0,00	0,00	0,15	0,01	0,00	1,66
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233,99	0,05	234,83
Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	3,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	12,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,33	51,04

Total général	307,10	62,23	78,88	754,82	112,64	42,50	76,54	29,61	332,82	65,04	1862,20
----------------------	---------------	--------------	--------------	---------------	---------------	--------------	--------------	--------------	---------------	--------------	----------------

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement hors dépenses de personnel et ressources extérieures répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards FCFA) au 30 septembre 2024

Libellé Division	Dépenses d'acquisition de biens et services	Dépenses de transferts courants	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	Dépenses de transferts en capital	Total général
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	87,25	156,43	9,75	53,67	307,10
DEFENSE	43,04	2,93	16,13	0,13	62,23
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	22,94	34,37	15,05	6,53	78,88
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	9,06	422,68	14,31	308,77	754,82
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	4,07	46,26	2,21	60,10	112,64
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0,99	17,85	2,49	21,17	42,50
SANTE	16,13	39,22	13,11	8,08	76,54

LOISIRS, CULTURE ET CULTE	3,00	19,85	2,27	4,49	29,61
ENSEIGNEMENT	60,08	224,45	14,43	33,86	332,82
PROTECTION SOCIALE	3,92	27,77	2,01	31,35	65,04
Total général	250,48	991,81	91,77	528,14	1 862,20

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB